

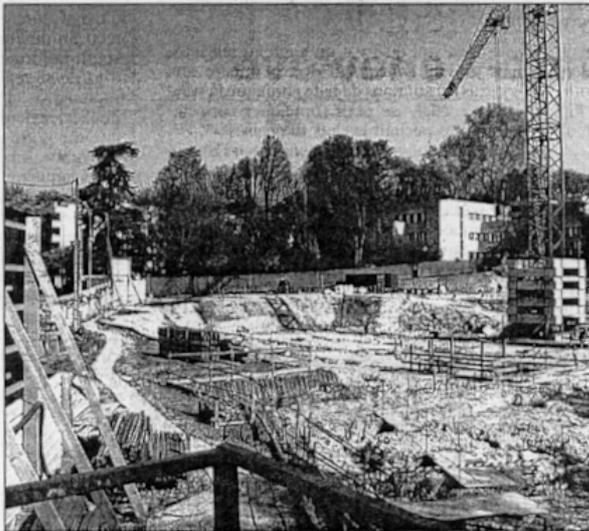
Palaiseau

Le maire veut stopper le futur centre de rétention

« L'ARRÊT du chantier du centre de rétention, jusqu'à nouvel ordre. » Dans une lettre adressée hier au ministre de l'Intérieur, François Lamy est on ne peut plus explicite. Le député-maire PS de Palaiseau invite par ailleurs Dominique de Villepin à venir constater de visu les difficultés engendrées par le projet au niveau local, évoquant « les troubles générés à l'ordre public. Depuis le départ, il n'y a eu aucune concertation, aucune communication de la part du ministre, tempête François Lamy. Toutes nos questions demeurent sans réponse. »

Les opposants délogés par le Raid

Il y a quinze jours, pourtant, la mairie expliquait, fataliste, que rien ne pourrait empêcher le chantier d'aller à son terme. C'était sans compter sur cette opération coup de poing, menée mardi par plusieurs dizaines de militants anti-expulsions. Huit d'entre eux ont occupé toute la journée la grue du chantier, avant d'en être délogés par les policiers du Raid.



PALAISEAU, LE 24 AVRIL. François Lamy demande au ministre « l'arrêt du chantier du centre de rétention », après son occupation mardi par des militants anti-expulsions. (L.P./N.J.)

« Cet événement confirme nos craintes, ajoute le maire François Lamy. Il aurait pu y avoir des blessés. Et puis, le Raid ne va pas se déplacer tous les deux jours. Quelles mesures seront donc prises à l'avenir ? »

Pour le savoir, il faudra patienter encore un peu, le ministère de l'Intérieur n'ayant pas donné suite à nos demandes d'interviews. Du côté des militants, l'opération s'est soldée par une demi-heure d'audition mardi soir au commissariat de Palaiseau d'où ils ont été rapidement relâchés. Dans le même temps, une quarantaine de manifestants étaient venus les soutenir. Ils ont été repoussés en direction de la gare RER de Palaiseau par les CRS, sans que ceux-ci fassent usage de gaz lacrymogène, contrairement à ce qu'affirmaient mardi les manifestants. Une plainte a été déposée par la société Bouygues, maître d'œuvre de ce projet d'un montant de 10 millions d'euros. D'une capacité de 120 personnes, le centre de rétention, doublé d'un commissariat, devrait être livré à l'été 2005. Si aucun retard n'est pris...

N.J.